

QUÉBEC SOLIDAIRE :
AU-DELÀ DU PARLEMENT, SE DONNER
LE POUVOIR DE CHANGER LA SOCIÉTÉ
Automne 2017



Table des matières

Introduction: Quel pouvoir voulons-nous?.....p.3

I. Prendre le pouvoir pour changer le monde

1.1 Les leçons de l'histoire.....p.4

1.2 Les défis d'un gouvernement de rupture.....p.6

II. L'avenir de Québec solidaire

2.1 Participer aux élections, contre l'électoralisme.....p.9

2.2 C'est quoi un parti de la rue?.....p.11

2.3 Le pouvoir aux membres.....p.15

2.4 Éviter les pièges des médias de masse.....p.20

Conclusion: La rupture démocratique.....p.22-23

Vers un congrès d'orientation après les élections de 2018?.....p.23

Remerciements

Rédaction

Jean-Marie Coen, Ginette Lewis,
Véronique Martineau, Christian Pépin &
Bernard Rioux

Révision

Guillaume Hébert, David Mandel,
Ghislaine Raymond, Jessica Squires &
Arnaud Theurillat-Cloutier

Édition orthographique et synthaxique
Jean-Marie Coen & Virginie Stinat

Impression
Katasoho

Photos

Mathieu Breton (pages 9 & 22)
Pierre-Luc Daoust (pages 5,8, 19 à 22)
Léa Lacroix (page 16)
Anne Lagacé (pages 2, 17 & 23)
Véronique Martineau (page 4)
André Querry (pages couvertures, 6, 11, 13,
14 & 19)

Montage:
Anne Lagacé

Conception graphique:
Anne Lagacé & Christian Pépin

Quel pouvoir voulons-nous ?

L'histoire nous enseigne que gagner les élections et former un gouvernement ne suffisent pas pour changer la société. Ces dernières décennies, des partis sociaux-démocrates, puis de gauche radicale, ont eu tendance une fois au gouvernement, à fléchir devant les pressions des acteurs économiques. Ceci les a conduits à abandonner les mesures radicales de leur programme, à recentrer leur message, à poursuivre les plans d'austérité de leurs prédécesseurs, soit malgré eux, ou pire, parce qu'ils ont embrassé la logique néolibérale. L'espoir qu'un autre monde soit possible laisse alors la place au fatalisme.

À la lueur de ces expériences, il faut collectivement faire ce constat: il manque dans QS une réflexion sur ce que signifie « prendre le pouvoir ». L'élaboration de notre programme a laissé en suspens une question qu'il faut maintenant ensemble aborder: comment réaliser notre projet de société dans le contexte des rapports de pouvoir qui traversent le Québec et le monde d'aujourd'hui?

Ne pas y répondre condamnerait la vision du changement social dans Québec solidaire aux paramètres de la démocratie libérale. Le pouvoir serait concentré à l'Assemblée nationale et il suffirait d'une majorité législative pour changer les choses.

Or, les dominants possèdent un ensemble de pouvoirs extraparlimentaires, de nature économique et idéologique. Le pouvoir du patronat n'a jamais été aussi concentré et consolidé par les traités de libre-échange. Les attaques multipliées sur les conditions de travail ont changé le rapport de force en faveur des actionnaires. De plus, l'État ne se limite pas aux parlements, et la haute

administration publique est acquise à la gestion néolibérale de la société. C'est pourquoi au-delà des urnes, il faut tout autant construire un rapport de forces dans la rue, sur les lieux de travail et dans les institutions. C'est à ces conditions que nous pourrions instaurer une véritable démocratie tant politique qu'économique.

Au Québec, ces enjeux peuvent nous sembler encore trop éloignés. Or, si nous voulons être « le meilleur gouvernement que les Québécois et Québécoises auront connu », mieux vaut se préparer car l'improvisation, une fois « au pouvoir », n'est pas le meilleur pari pour l'avenir.

Il y a aussi une autre bonne raison de se pencher sur ces questions dans les années à venir. En abordant le développement de QS sous cet angle,

nous serons mieux placés pour identifier tous les moyens nécessaires à la réalisation de notre projet de transformation sociale. Nous saurons alors mieux quel parti nous avons besoin de construire pour surmonter le pouvoir et la résistance des dominants.

Dans cette brochure, quelques expériences des gauches au pouvoir en Occident sont présentées. Celles-ci permettront d'aborder les défis d'un gouvernement de rupture, tant sur le plan des clarifications de programme que cela implique, que des stratégies à développer. Après ces considérations long terme, nous allons, plus près de nous, évoquer les dangers de l'électorisme. Afin de les éviter, nous proposons des pistes pour orienter l'avenir de la construction de Québec solidaire dans son rapport aux mouvements sociaux, à la démocratie et aux médias.

À la lueur de ces expériences, il faut collectivement faire ce constat: il manque dans QS une réflexion sur ce que signifie « prendre le pouvoir ».



1. Prendre le pouvoir pour changer le monde

1.1 Les leçons de l'histoire

Trois expériences en Occident sont riches d'enseignements pour comprendre les défis de la « prise du pouvoir »: Syriza en Grèce en 2015, le NPD en Ontario sous Bob Rae au début des années 90, enfin Mitterrand et le « programme commun » de 1981 en France. Les trois ont en commun d'être arrivés au pouvoir en pleine récession. À chaque fois, le néolibéralisme a survécu.

La Grèce et Syriza

Syriza a su s'imposer comme le choix politique contre l'austérité, dans le cadre d'une crise sociale et humanitaire des plus sévères, après la crise financière de 2007. Évoluant dans un cycle d'imposantes mobilisations populaires, le parti a su développer de riches expérimentations en matière de parti des urnes et de la rue. Que ce soit par sa participation à des comités « humanitaires » répondant aux besoins de première nécessité ou par son soutien politique aux mobilisations en réponse aux assassinats de jeunes par la police et par le parti néonazi Aube dorée, malgré leur caractère violent.

Syriza représentait la menace la plus redoutable à l'hégémonie néolibérale en Europe et à son mantra « Il n'y a pas d'alternative ». Or, ce gouvernement s'est vite retrouvé dans l'impasse. Car toute sa stratégie visait à mettre fin à l'austérité tout en conservant l'euro et son adhésion à l'Union européenne. Des voix dissidentes au sein de Syriza ont toujours voulu inscrire à l'ordre du jour du parti l'importance d'élaborer un « plan B ». Cependant, cette avenue avait été depuis le début discréditée par la direction comme électoralement suicidaire, et ne menant qu'à plus d'instabilités. Mais en refusant d'envisager tout plan de sortie en cas d'échec des négociations avec la troïka (FMI, Banque centrale européenne et Commission européenne), Syriza s'est privé d'un rapport de forces crucial.

Une leçon de démocratie

La crise a atteint son paroxysme avec le référendum de juin 2015, véritable tour de force de

souveraineté populaire. Hélas, le 'Oxi' (Non!) du peuple s'est pourtant transformé en 'Oui', quand le gouvernement Tsipras a malgré tout accepté les conditions de la troïka. Cet exemple démontre encore une fois que les élites n'hésiteront pas à bafouer le respect de la démocratie lorsque celle-ci menace les fondements de l'ordre néolibéral.

Cette triste issue découle en partie de la centralisation du pouvoir au sein de Syriza qui avait alors atteint un sommet. Malgré la volonté de membres de respecter le mandat du référendum en trouvant une autre avenue, leur instance (équivalente à notre conseil national) n'a pas été convoquée par la direction. Ainsi, les membres ont-ils été privés de la possibilité de déterminer autrement le cours de l'histoire.

L'Ontario et le NPD sous Bob Rae

L'arrivée au pouvoir du NPD en Ontario a été vue comme la victoire politique de la gauche la plus prometteuse en Occident au début des années 90. Au-delà d'un plan économique de sortie de crise, le NPD visait aussi une démocratisation des institutions politiques. Or, la menace d'une grève d'investissements et une campagne de salissage médiatique ont vite fait plier le gouvernement.

La légitimité du gouvernement était d'autant plus affaiblie en l'absence d'un pouvoir populaire fort, prêt à soutenir le gouvernement en place. C'est une leçon que des militantes et militants à gauche du NPD (le "New Politics Initiative") ont tiré de cette expérience, en insistant dorénavant sur l'importance de construire un parti des urnes et de la rue, fondé sur une alliance avec les mouvements sociaux.

France: le « programme commun » de 1981

Le « programme commun » en France était basé sur une alliance du Parti socialiste et du Parti communiste, sous l'égide de François Mitterrand en 1981. Il s'agissait de relancer l'économie pour atteindre le plein emploi, à partir de mécanismes de stimulation économique de type keynésien, couplés à un vaste plan de



nationalisations stratégiques, incluant le secteur financier.

Ce programme visait à sortir l'Europe de la crise, au nom d'une Europe plus « sociale ». Or, il s'est buté rapidement aux limites du « keynésianisme dans un seul pays ». Devant la crise stagflationniste des années 70, les politiques d'intervention keynésiennes ont été discréditées, ce qui a ouvert les portes à l'offensive néolibérale. C'est d'ailleurs à ce moment que se met sur pied le G7 comme forum de coordination des États capitalistes avancés, pour faire face à cette période de turbulences non seulement économiques, mais aussi politiques.

La proposition de Mitterrand d'une « Europe sociale » recevra une fin de non-recevoir lors de la réunion du G7 qui suivit son élection. Les pressions seront énormes pour imposer la discipline fiscale et monétaire, et auront vite raison d'une telle proposition. Très vite, la France prendra le « tournant de la rigueur » en 1983.

Repenser le pouvoir

Ces expériences démontrent bien qu'au-delà du pouvoir des parlements, d'autres pouvoirs sont à l'œuvre dans nos sociétés: le poids du patronat sur la politique (les accès privilégiés que les entreprises ont avec les décideurs, au niveau national comme dans la négociation des traités internationaux), le pouvoir dans l'État au-delà des parlements (haute administration publique, corps judiciaires, police et armée), le pouvoir dans les entreprises (le rapport de force favorable aux actionnaires qui durcit les conditions de vie et de travail d'une majorité de la population, limitant sa capacité d'action politique), les oppressions systémiques qui perdurent, le pouvoir des médias qui façonne les conditions du débat public.

C'est souvent pour avoir sous-estimé ces pouvoirs que des gouvernements de gauche ont fini par se perdre dans une impasse. Devant ces échecs, il n'est pas surprenant qu'autant de nouvelles générations militantes aient préféré « changer le monde sans prendre le pouvoir », les partis politiques se trouvant alors discrédités. Mais ce sont plutôt *certaines* stratégies qui ont été défaits dans ces expériences. Ce n'est pas le dernier mot de ce qu'un parti politique de gauche peut accomplir en ce XXI^e siècle. C'est pourquoi nous espérons susciter l'intérêt pour l'étude de ces expériences (et d'autres), afin d'éviter les mêmes erreurs.

Ces expériences démontrent bien qu'au-delà du pouvoir des parlements, d'autres pouvoirs sont à l'œuvre dans nos sociétés...

Ces expériences ne doivent pas être réduites à des trahisons, découlant d'un simple manque de volonté politique. Une telle approche « volontariste » nous détournerait des vraies questions: à savoir, comment surmonter les turbulences socio-économiques et les oppositions qu'une véritable politique de rupture implique. Des gouvernements de gauche bien intention-

nés se sont souvent arrêtés par la crainte des conséquences néfastes pour leur population.

Derrière ces cas se trouvent certaines constantes: un manque de clarification programmatique et stratégique pour reprendre démocratiquement le contrôle de l'économie des mains du grand capital et de ses leviers institutionnels; les problèmes pour développer et demeurer un parti des urnes de la rue, et un manque de démocratie interne du parti. S'ajoute le pessimisme à l'égard de la capacité des peuples à se battre pour surmonter les obstacles économiques et politiques rencontrés, en créant de nouvelles institutions et de nouveaux rapports sociaux, afin de réaliser un nouveau monde égalitaire. Ici, nous retrouvons la peur devant ce qu'impliquent des révolutions pas si tranquilles que cela...



1.2 Les défis d'un gouvernement de rupture

Avec l'arrivée d'un gouvernement QS déterminé à redéfinir les cadres législatifs, réglementaires et fiscaux de l'activité économique tout en soutenant des formes de propriété plus démocratiques (coopératives, nationalisations stratégiques), et préfigurant un processus de rupture avec la logique capitaliste, il est inévitable que la classe dominante se sente menacée dans ses intérêts et ses privilèges.

Il ne s'agit donc pas ici de parler de « rupture » par plaisir rhétorique soi-disant radical. Ni de chercher le conflit social pour lui-même. Au contraire, il s'agit de reconnaître que notre programme viendra se confronter aux pouvoirs établis, compte tenu des rapports sociaux antagoniques qui traversent notre société.

Un pouvoir social privé

La modération du discours est monnaie courante pour faire face aux pressions électoralistes. Mais le recentrage des politiques économiques a lieu le plus souvent afin de gagner la confiance des patrons pour qu'ils investissent, ouvrent des entreprises et embauchent du personnel.

Car c'est ici que la démocratie libérale atteint ses limites: elle ne peut pas *forcer politiquement* les capitalistes à investir, si ces derniers refusent les nouvelles conditions qu'un gouvernement de gauche souhaite leur imposer. C'est là un véritable « pouvoir social privatisé », qui se retrouve au cœur d'une société capitaliste telle que la nôtre.

Ce pouvoir possède un levier de déstabilisation économique redoutable. Car une baisse des investissements, donc une chute de l'activité économique privée, se traduirait en perte d'emplois massive, en diminution de rentrées

fiscales, en dévaluation du taux de change, en une perte de pouvoir d'achat pour s'approvisionner à l'international (alors qu'un grand pan de notre économie demeure dépendante de l'extérieur), en l'émigration d'une main-d'œuvre qualifiée (« exode des cerveaux »), etc.

Cette chaîne de conséquences peut sembler paniquante, et elle l'est. C'est bien pour la contenir,

pour ensuite la surmonter, qu'un gouvernement de gauche doit se préparer pour contrer ces efforts de déstabilisation économique. Sinon, on peut vite se retrouver dans une situation révolutionnaire imprévue, d'où le réflexe des socio-démocrates qui cherchent tout le temps un partenaire dans la classe capitaliste, afin d'éviter une telle situation à tout prix.

L'appel au pouvoir populaire

Dès lors, comment construire un rapport de forces suffisant face à ces opérations de sabotage et de délégitimation? Des mouvements sociaux forts, démocratiques et combatifs sont un support essentiel afin qu'un gouvernement de gauche garde le cap sur les réformes structurantes. L'image qui vient en tête est celle de manifestations monstres qui démontrent

dans la rue le soutien populaire au gouvernement, contre les efforts médiatiques des dominants pour décrédibiliser celui-ci. Les référendums sont aussi un autre moyen, utilisés récemment par plusieurs gouvernements de la « vague rose » en Amérique latine.

Pourtant la bataille de la légitimité ne peut se substituer à une réflexion approfondie pour se réapproprier nos institutions et notre économie, et pour réorienter celle-ci sur d'autres finalités, basées sur d'autres pratiques et rapports sociaux.





Démocratiser l'économie

Une économie alternative procède à partir du savoir-faire des salarié.e.s de toutes les sphères de l'économie, à travers des syndicats actifs sur ce terrain et par la mise en place des reconversions industrielles nécessaires, donc tel que QS le propose avec sa transition écologique de l'économie.

Dans cette perspective, il faut notamment voir les travailleurs et travailleuses dans le secteur privé comme ceux et celles qui peuvent freiner l'économie capitaliste telle qu'on la connaît et la pousser dans une nouvelle direction. Or, c'est là où le mouvement syndical est aujourd'hui le plus faible. En ce sens, une repolitisation du mouvement syndical doit mettre au cœur de ses priorités le renouveau des types d'emploi et d'économie. Par exemple, les propositions d'une transition écologique de l'économie, avec ses chantiers de rénovation écoénergétique, de transport collectif électrifié, et d'énergies vertes, devraient se transformer en une force vive au sein même des syndicats de la construction, des transports et de l'énergie. Même chose lorsqu'on parle de deuxième et troisième transformation des ressources naturelles.

D'ailleurs, si notre plan vert est vu comme un nouveau partenariat avec les entreprises privées qui œuvrent dans ces secteurs, mais que ces entreprises se refusent à y participer, sur qui pourrions-nous nous appuyer, sinon sur la main-d'œuvre qualifiée de ces secteurs, prête à se réapproprier les moyens de production dont elle se sert au jour le jour?

De plus, les initiatives dans les interstices de l'économie capitaliste doivent aussi être vues comme une manière de contourner les tentatives

de déstabilisation économique. En ce sens, QS doit appuyer le développement de coopératives autogérées, et encourager le développement de nouveaux circuits de production, distribution et de consommation, dans les communautés et entre les régions du Québec.

Démocratiser l'État

QS pourra soutenir ces initiatives grâce aux leviers d'investissement public que sont la Caisse de Dépôt et Placement du Québec (CDPQ) et Investissement Québec (IQ). Mais cela pose un autre enjeu, soit le rapport de QS à l'État et aux institutions qui le composent. Car la résistance ne viendra pas seulement de l'extérieur de l'État, mais aussi de l'intérieur. La haute administration publique, souvent considérée comme neutre, est façonnée par l'idéologie dominante. Elle est partie prenante de la restructuration néolibérale de l'État. En ce sens, le processus de nomination de ces personnes est fortement politique et comporte un biais de classe aux accents politiques et idéologiques très marqués.

C'est pourquoi tout un renouvellement de l'administration publique sera crucial. Cela pose plusieurs défis pour un parti de gauche, car celle-ci est souvent recrutée à même les mouvements sociaux, qui voient ainsi plusieurs de leurs éléments être soudainement entraînés dans de nouvelles fonctions, à l'intérieur de l'État.

De plus, il faut préciser le rôle que pourraient jouer les syndicats dans le secteur public pour démocratiser l'État. Ces travailleurs et travailleuses doivent pouvoir redéfinir leurs relations avec les usagers et usagères, non seulement dans le domaine de l'éducation et de la santé, mais dans tous les ministères, afin d'en finir avec des relations bureaucratiques et aliénantes.





Pour une citoyenneté participative

Démocratiser l'État implique aussi de remettre en question la démocratie représentative telle qu'elle existe aujourd'hui. Québec solidaire a déjà défriché des pistes à ce niveau: mise en place d'un mode de scrutin proportionnel mixte compensatoire, décentralisation du pouvoir vers les régions, dénonciations de la collusion entre les gouvernements en place et les entreprises, dénonciations du passage des politicien.ne.s vers les conseils d'administration des entreprises et inversement. Mais il faudra faire beaucoup plus, en soutenant et développant de nouvelles expériences de démocratie directe, afin que les citoyen.ne.s puissent réellement participer à la conduite de la société.

Vers une république sociale du Québec

L'assemblée constituante ne doit plus être réduite, comme elle tend à le devenir, à un débat d'initiés entre souverainistes. Il faut qu'elle devienne au contraire une arme démocratique redoutable susceptible d'enclencher un processus constituant menant à une nouvelle société.

Néanmoins, si cet exercice déborde des cadres de la démocratie libérale et représente de facto une déclaration d'indépendance face à l'État canadien, il ne faut pas sous-estimer les résistances qu'il va générer, les tentatives de déstabilisation en provenance non seulement du gouvernement canadien, mais aussi des élites québécoises elles-mêmes.

En ce sens, un gouvernement solidaire devra prendre toute une série de mesures pour éviter les fuites de capitaux, tout en garantissant en parallèle les conditions de succès d'une transition économique-écologique-démocratique. Cela

pourrait passer par l'instauration de contrôle de capitaux, de nouveaux tarifs commerciaux pour rompre avec le libre-échange et la concurrence capitaliste, le soutien aux réappropriations d'entreprises. Sans compter que des démarches pour la mise sur pied d'une nouvelle monnaie, une reprise d'institutions bancaires, de leviers, comme la CDPQ et IQ, s'avéreront rapidement nécessaires.

Pour QS, cela implique un ensemble d'éclaircissements programmatiques, comprenant l'élaboration d'une politique monétaire proprement québécoise, une véritable politique industrielle verte et une politique plus approfondie sur la finance.

Indispensables solidarités internationales

Enfin, tout cela ne pourra se faire qu'à condition de tisser dès maintenant des solidarités internationales en amont, en vue de travailler à de nouvelles relations économiques alternatives. Car l'indépendance du Québec signifie la remise en cause de l'intégrité d'une des puissances impérialistes du G8. Et cette réalité nécessitera des alliances stratégiques avec les forces ouvrières et populaires du reste du Canada, ainsi que des alliances avec les nationalités opprimées dans l'État canadien. De plus, une résistance à l'impérialisme des États-Unis, avec lequel l'économie québécoise est si interpénétrée, doit être envisagée.

C'est pourquoi QS doit considérer comme crucial à son succès le développement de la gauche canadienne anglaise et américaine, voire internationale.



11. L'avenir de Québec solidaire

2.1 Participer aux élections, contre l'électoralisme

Lorsqu'on pense à un parti politique, on pense aux élections et à l'Assemblée nationale. Et avec une victoire électorale en main, on pense gagner le pouvoir. C'est pourquoi un parti politique se concentre avant tout sur le travail électoral. C'est d'ailleurs pourquoi QS a principalement développé ses capacités d'organisation électorale et de communication nationale, plutôt que ses capacités d'intervention et d'action dans les mobilisations en cours. C'est ce choix stratégique qui vide en partie de son sens la fameuse formule du « parti des urnes et de la rue », le plus souvent utilisée comme un slogan sans véritable implication pratique.

Il faut admettre que 10 ans consacrés à l'élaboration du programme ont pris beaucoup de notre temps entre les élections. Cela a limité les énergies militantes disponibles pour la réalisation de campagnes politiques de plus grande envergure.

Néanmoins, la conception floue dans QS de ce que pourrait être un parti de la rue n'a pas aidé.

Différentes visions coexistent au sein de QS à propos de la stratégie politique. De manière très schématique, une première stratégie envisage principalement la progression électorale pour arriver au gouvernement, et être ainsi en position de changer la société « par en haut ». Une autre envisage la combinaison de cette première perspective avec la création effective d'un front de résistance aux politiques néolibérales, dans la perspective du dépassement du capitalisme.

À défaut d'être pondérées et articulées en une stratégie cohérente, ces deux approches deviennent contradictoires. Si participer aux élections demeure essentiel pour un parti comme le nôtre, la place que celles-ci occupent dans notre travail politique et la manière d'y participer ne doivent pas céder aux tentations électoralistes.



Les tendances électoralistes se manifestent à travers les pratiques suivantes, observées plus ou moins dans QS ces dernières années:

☆ **Parlementarisme:** limiter parfois la critique des partis néolibéraux pour se concentrer plutôt sur l'aménagement de microréformes possiblement gagnables par le jeu parlementaire; travailler ainsi à des consensus avec d'autres partis pour tenter d'améliorer à la marge des projets de loi en soi inacceptables.

☆ **Vedettariat:** recruter des candidat.e.s basé.e.s sur leur notoriété médiatique préalable; par ailleurs, cette équipe de candidates et de candidats devrait apparaître comme une équipe de personnes ministrables;

☆ **Priorité** donnée aux stratégies de **communication**;

☆ **Asseoir la crédibilité économique de QS** en démontrant principalement l'ouverture aux propositions des acteurs et actrices de l'économie sociale, des coopératives et des petites et moyennes entreprises, sans voir les limites et défis de ces secteurs dans le cadre du marché capitaliste et de la restructuration néolibérale de l'État. Insister sur la nécessité de présenter des budgets équilibrés lors des campagnes électorales.

☆ **Alliances électorales:** envisager différentes formes de convergence avec le Parti québécois afin de faire des gains électoraux, se débarrasser du gouvernement Couillard, et réaliser la réforme du mode de scrutin ou la Constituante.

☆ **Pétitions « instrumentales »:** les associations locales sont de plus en plus encouragées à faire signer des pétitions qui ne sont pas

toujours articulées à un plan d'action visant à renforcer la lutte en cours (ex. ces pétitions ne sont pas toujours déposées à l'Assemblée nationale).

☆ **Centralisation et professionnalisation du militantisme:** concentration des moyens financiers dans le travail national et de communication, plutôt que dans le développement des associations en régions, la formation des membres et la mobilisation dans les luttes.

il faut se donner des objectifs à la fois électoraux et non-électoraux, mais qui demeurent tout autant cruciaux pour développer nos capacités de changer le Québec.

Quel saut qualitatif ?

Sous peine de perdre sa crédibilité, plusieurs pensent que QS doit faire un bond très significatif dans ses résultats électoraux aux prochaines élections. Nous sommes foncièrement convaincus que notre parti doit faire des gains au niveau électoral et agir dans l'enceinte parlementaire. Être un

parti en croissance n'est pas mauvais en soi, bien au contraire. Nous ne voulons pas nous cantonner à être la conscience morale de l'Assemblée nationale, en visant un député ou une députée de plus par élection. Mais il s'agit de voir comment on envisage cette croissance et les manières d'y parvenir.

Il s'agit surtout d'éviter le déséquilibre entre le travail électoral et parlementaire, et le travail d'enracinement au sein des luttes dans et avec les mouvements sociaux. C'est pourquoi un « saut qualitatif » doit être évalué en termes de croissance de la gauche au Québec dans ses multiples facettes. Ainsi, il faut se donner des objectifs à la fois électoraux et non-électoraux, mais qui demeurent tout autant cruciaux pour développer nos capacités de changer le Québec.





2.2 C'est quoi un parti de la rue ?

Le slogan du « parti des urnes et de la rue » symbolise l'attachement des membres de Québec solidaire au lien entre leur parti et les mouvements sociaux. Pourtant, nous pensons qu'il nous faut comme parti, repenser, de manière collective et organisée, nos rapports aux mouvements sociaux. Car si le parti des urnes est bien développé, celui de la rue est en jachère. Qui plus est, notre parti s'est souvent montré réticent à intervenir dans les choix stratégiques des mouvements sociaux.

Qu'il n'y ait toutefois pas de malentendus. Beaucoup de militants et militantes de QS prennent part aux luttes sociales, s'investissent dans les mouvements sociaux et sont parties prenantes des mobilisations de l'heure. Pourtant, ces mêmes militantes et militants ne se concertent peu ou pas au sein de QS.

Quant au niveau national, Québec solidaire soutient la plupart des petites et grandes luttes du moment. Notre parti leur apporte son appui public, leur offre une visibilité médiatique, intervient à l'Assemblée pour les légitimer auprès du gouvernement, organise des contingents dans les manifestations.

Néanmoins, cela tend à se limiter à une démarche *d'accompagnement*, qui refuse de se positionner sur les défis stratégiques auxquels sont en butte les mouvements sociaux face à l'offensive néolibérale. En particulier, la crainte réelle ou supposée qu'un parti politique prenne le contrôle d'un mouvement social (ce qu'on appelle « l'entrisme ») paralyse toute prise de position publique sur les diverses orientations que pourraient prendre les luttes en cours.

Des campagnes politiques mieux définies
Une façon de canaliser le militantisme des mem-

bres de QS entre deux élections est de les aider à se rassembler autour des campagnes politiques. Jusqu'ici, ces campagnes ont surtout eu un caractère de diffusion de nos positions politiques (ex. « Courage politique », « Sortir du noir », « Choisir l'or vert »). Les campagnes récentes sur le 15\$/h et les hydrocarbures sortent de ce cadre et positionnent notre parti en phase avec les luttes de l'heure, en intégrant à la fois le travail de terrain, les sorties publiques, et le travail parlementaire. Il reste que nos campagnes sont souvent sans objectifs clairs, font l'objet de peu de débats démocratiques internes quant à leurs orientations et ne débouchent souvent sur aucun bilan partagé.

Ceci dit, ces problèmes ont été nommés dans une rencontre nationale récente sur la mobilisation à Québec solidaire. Elle devrait déboucher sur une politique balisant mieux l'élaboration et la mise en oeuvre des campagnes politiques à QS. Ce sont des pas dans la bonne direction.

Néanmoins, même si QS dispose de ressources et d'un membrariat non négligeables, il ne peut se substituer aux mouvements existants, si l'objectif est de gagner des luttes et faire des gains réels, malgré le contexte néolibéral difficile. C'est pourquoi nous avons tout à gagner en situant nos campagnes politiques en phase avec les luttes sociales de l'heure. Ce qui n'empêche pas d'avoir une autonomie de proposition politique et d'action.

Enfin, seuls des moyens financiers et un soutien organisationnel découlant d'une volonté politique claire, pourront favoriser le développement de ce type de militantisme. L'embauche récente d'une ressource pour assister la personne responsable à la mobilisation est un autre pas dans la bonne direction.





S'organiser au-delà des circonscriptions

Actuellement, l'implication des membres, la mobilisation sur le terrain, le choix et la solidarité avec les luttes sont souvent déléguées aux associations locales, sans véritable coordination régionale ou nationale. C'est une faiblesse à laquelle il faut remédier. Car la circonscription, unité de base de nos associations locales, n'est souvent pas adaptée pour lutter aux côtés des mouvements sociaux. Par ailleurs, l'association locale ne dispose pas toujours de la masse critique et des ressources pour participer adéquatement aux mobilisations sociales. En pratique, remettre l'action politique aux seules associations locales ne peut que diviser nos forces dans les mobilisations en cours.

Pour ces mobilisations, les militant.e.s de QS doivent pouvoir s'appuyer sur une concertation et des modes de décision coordonnés au niveau national, d'une part, (par exemple en Conseil National), sur la base d'échanges d'analyse et d'expériences entre instances: mais aussi grâce à l'appui que l'aile parlementaire peut apporter aux luttes.

D'autre part, ces réseaux de lutte et d'action peuvent aussi être décentralisés à l'échelle régionale. Ceux-ci peuvent permettre des regroupements de forces militantes par région, entre deux élections, sur des campagnes bien précises. Ceci n'empêche nullement les associations locales de décliner un ancrage local dans certaines luttes, tout en bénéficiant de la réflexion et de la logistique communes.



Des réseaux militants

QS pourrait développer des espaces structurés, au sein du parti, pour favoriser le réseautage, le soutien entre les militants et militantes de QS qui s'impliquent dans les mouvements sociaux. Ceci favoriserait la réflexion stratégique sur la meilleure façon de gagner des luttes et le renouvellement de revendications qui pourraient s'inspirer de notre programme. Voici quelques voies pour développer de tels réseaux militants:

- ☆ Réseauter les membres de QS à l'oeuvre dans un même mouvement social, pour que ces personnes puissent partager leurs analyses, leurs expériences, puissent voir comment décliner l'analyse faite au sein du parti dans chaque mouvement social. Ces efforts pourront s'appuyer sur une cartographie des lieux d'implication de nos membres.
- ☆ Permettre la diffusion, dans les instances du parti, des analyses produites par ces réseaux militants.
- ☆ Encourager la création de lieux de débats, de forums, entre personnes impliquées dans les partis politiques et dans les mouvements sociaux, sur les stratégies de lutte et d'intervention; dans le respect de l'autonomie des différentes organisations.



Prendre parti dans les débats des mouvements

En tout respect de leur autonomie organisationnelle, Québec solidaire pourrait aussi intervenir dans les débats stratégiques qui traversent les mouvements sociaux. Cela n'implique pas d'établir un rapport hiérarchique avec ces mouvements: simplement, les militant.e.s de QS pourraient porter dans leurs mouvements respectifs l'analyse dégagée au sein des réseaux militants de QS. Cela devrait être vu comme une contribution, *parmi d'autres*, aux débats qui traversent les mouvements sociaux, et qui respecte leurs instances démocratiques.

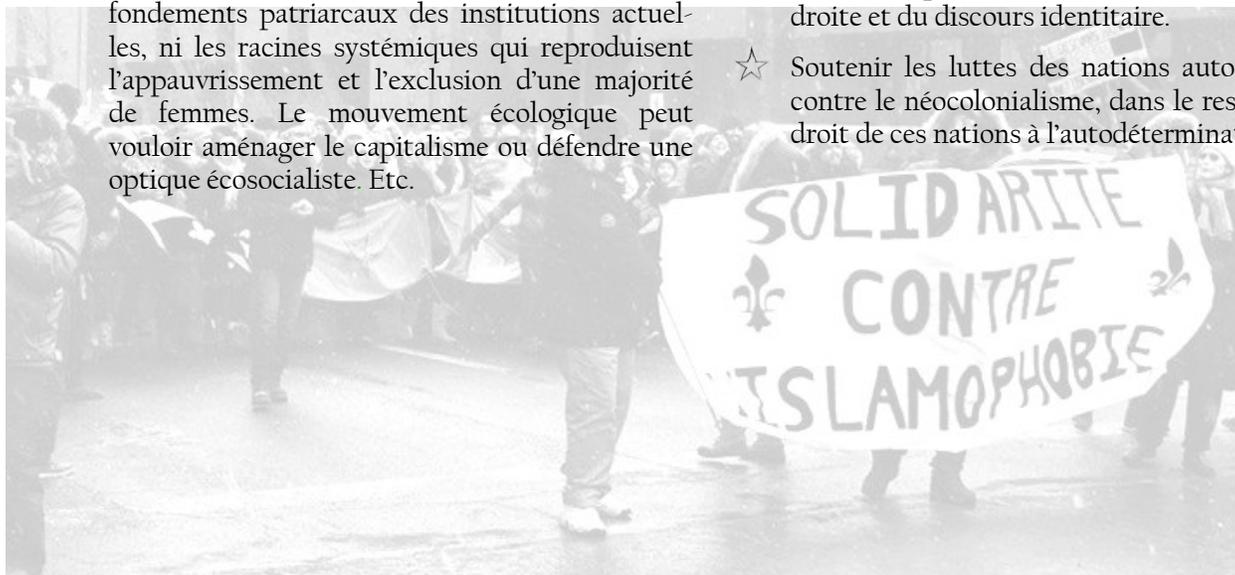
Par sa pratique, QS peut démontrer sa volonté sincère de renforcer les capacités d'auto-organisation démocratique et combative des mouvements sociaux. Au contraire des partis de la classe dominante, qui cherchent simplement à peser sur les orientations des mouvements pour mieux les domestiquer.

Par exemple, la bureaucratie syndicale au Québec, longtemps liée au PQ, enserre le mouvement syndical dans des politiques de concertation sociale qui n'aboutissent qu'à aménager des reculs. Le féminisme libéral, quant à lui, vient limiter l'horizon du mouvement des femmes à des aménagements à la marge, où l'intégration aux institutions officielles (CA d'entreprises, haute fonction publique) ne remet pas en question les fondements patriarcaux des institutions actuelles, ni les racines systémiques qui reproduisent l'appauvrissement et l'exclusion d'une majorité de femmes. Le mouvement écologique peut vouloir aménager le capitalisme ou défendre une optique écosocialiste. Etc.

Québec solidaire ne devrait pas rester indifférent devant ces enjeux qui traversent les différents mouvements sociaux, ni devant la trajectoire qu'ils prennent.

Ces interventions de QS dans les mouvements sociaux pourraient se donner les objectifs suivants :

- ☆ Regrouper la gauche syndicale, aujourd'hui atomisée, dans une lutte pour un mouvement syndical de combat, autonome vis-à-vis des partis de la classe dominante. Une gauche syndicale qui soit capable d'offrir une direction alternative à celle des directions bureaucratiques des grandes organisations syndicales.
- ☆ Favoriser le développement des luttes écologistes qui savent lier le combat immédiat contre le réchauffement climatique, contre le virage pétrolier, à la remise en question de la société capitaliste dans son ensemble.
- ☆ Combiner la critique de la domination patriarcale opérée par les luttes féministes pour l'égalité et contre la violence faite aux femmes, à la remise en question des ressorts patriarcaux de la société capitaliste.
- ☆ Soutenir les luttes antiracistes, en particulier dans cette période de remontée de l'extrême droite et du discours identitaire.
- ☆ Soutenir les luttes des nations autochtones contre le néocolonialisme, dans le respect du droit de ces nations à l'autodétermination



Un débouché politique aux luttes

La construction du projet de société de Québec solidaire ne sera pas possible dans un Québec connaissant une accumulation de reculs des classes populaires, dans un contexte de détérioration généralisée de notre environnement et dans une société de plus en plus inégalitaire et raciste.

C'est pourquoi, pour se construire comme parti de transformation, Québec solidaire doit être partie prenante des résistances à la régression sociale, patriarcale et environnementale, que veut imposer la classe dominante à la majorité populaire. Mais en même temps, les victoires sont de plus en plus difficiles à obtenir dans le contexte néolibéral actuel, malgré des mobilisations souvent gigantesques. Cela démontre qu'un débouché politique (ce que peut offrir un parti

comme QS) demeure essentiel pour dénouer un pareil « blocage de la rue ». C'est pourquoi les mouvements sociaux doivent envisager l'importance d'un tel relais politique pour leur action.

Pour y arriver, il faut affirmer sans hésitation que pour QS, les mouvements sociaux ne se réduisent pas à un réservoir de recrutement électoral ou de futurs cadres pour l'État de demain. Il faut déconstruire, en paroles et en gestes, l'idée que les luttes sociales peuvent seulement, dans le meilleur des cas, parvenir à politiser les gens et à tirer leur conscience à gauche. Au contraire, seul le développement de ces luttes peut fonder un projet de transformation sociale véritable, susceptible de générer des contre-pouvoirs significatifs. Contre-pouvoirs dont même un gouvernement de gauche aura besoin!



2.3 Le pouvoir aux membres

Nous entrons dans une nouvelle phase de notre histoire. Notre présence à l'Assemblée nationale n'a plus rien d'hypothétique et va sans doute se renforcer. Et il devient même crédible d'envisager la participation, un jour ou l'autre, de QS à un gouvernement. Mais si ces perspectives de croissance sont éminemment encourageantes, elles entraînent aussi de nouveaux défis.

Quelles peuvent être les mécanismes de contrôle démocratique de l'aile parlementaire, ou la place de la démocratie interne dans le cas d'un éventuel gouvernement QS? Comment s'assurer que notre parti soit aussi inclusif et féministe dans ses pratiques que dans ses principes, et qu'il soit le reflet de la diversité populaire? Comment permettre aux membres d'intervenir sur les débats de stratégie politique?

Certes, la démocratie interne de QS a jusqu'ici été très vivante sur certains points: pour l'élaboration du programme et des plates-formes¹, et concernant les alliances électorales. Mais, sur plusieurs autres volets de notre action politique, la démocratie interne demeure peu développée.

Si la démocratisation des institutions et de l'économie est centrale au projet de QS, il doit en être tout autant pour un parti de gauche, de ses instances et de son fonctionnement interne. Cela est essentiel pour bénéficier de l'intelligence collective de nos membres et pour favoriser une base militante large et mobilisée. On peut collectivement faire fausse route, mais la démocratie doit toujours avoir le dernier mot.

Renouveler nos instances démocratiques

Avec l'achèvement de notre programme², on peut espérer que nos instances démocratiques vont

disposer de plus de temps pour la réflexion stratégique et l'action de terrain. L'élaboration de campagnes politiques et la prise de positions ponctuelle pourront désormais être mieux réfléchies collectivement, et mises à exécution.

La décision récente³ de tenir deux Conseils nationaux par année, et un Congrès aux deux ans est prometteuse en ce sens. Cela ne doit pas être vu comme une démocratisation trop poussée qui priverait les associations d'un temps important pour l'action terrain. Au contraire, en plus de favoriser des décisions plus éclairées, cette pratique va favoriser l'appropriation par les membres des stratégies et des campagnes.

Cela serait d'autant plus facilité par des canaux de communication et de discussion « horizontaux » entre les membres et entre les associations, en amont et en aval de ces instances. Cette pratique permettrait de briser davantage l'isolement, tout particulièrement entre les associations à Montréal et ailleurs au Québec.

De plus, des moyens visant à faciliter des espaces de débat démocratique au niveau régional sont également à encourager. Ces moyens doivent faire qu'en pratique, la voix des membres en région compte autant que celle des membres de Montréal.

Enfin, cette réappropriation démocratique des enjeux sera facilitée par une meilleure reddition de comptes de la part du CCN, lequel ne doit pas avoir peur d'ouvrir aux membres ses débats internes.

Si la démocratisation des institutions et de l'économie est centrale au projet de QS, il doit en être tout autant pour un parti de gauche, de ses instances et de son fonctionnement interne.

¹ Les membres ont bel et bien leur mot à dire sur le long catalogue de nos plates-formes. Il n'y a par contre pas de discussion collective sur les quelques priorités à privilégier dans une campagne électorale, en fonction de la conjoncture du moment.

² Ceci n'interdit pas d'éventuelles clarifications ou approfondissements du programme. Mais il faut éviter de se lancer dans un autre 10 ans de révision du programme, ce qui nous priverait d'un temps précieux pour un militantisme renouvelé.

³ Mai 2016, modification des statuts nationaux de QS.





QS pourra ainsi démontrer dans sa pratique le dépassement entre les tâches de conception et d'exécution, entre travail intellectuel et « manuel ». Cette division est à la source de notre aliénation par rapport à l'économie et à nos institutions. C'est en participant au développement des capacités démocratiques de ses membres que QS va le mieux les préparer à la rupture démocratique de demain.

Éviter la bureaucratisation

La croissance d'une organisation politique implique en général la mise sur pied d'un appareil professionnel, pour réaliser une série de tâches quotidiennes. Cela nécessite l'embauche de personnes permanentes et une certaine spécialisation, afin d'accroître notre efficacité organisationnelle. Cette réalité tend néanmoins à produire un phénomène plus large: le développement de différents « centres de pouvoir ». Par la force des choses, l'équipe parlementaire, l'équipe des communications, l'équipe de la permanence, le CCN et le comité exécutif sont autant de centres de pouvoir qui exercent des pressions diverses à la centralisation du parti.

Le problème devient réel lorsque ces centres tendent à devenir des centres autonomes d'initiatives qui définissent les politiques et le profil du parti. Il n'y a là ni malveillance, ni mauvaise volonté. Rien d'implacable non plus. Il faut cependant vouloir échapper à la « loi d'airain de l'oligarchie » (R. Michels). C'est possible.

Le remède à ces tendances est de garantir la participation des membres aux décisions stratégiques les plus nombreuses et d'assurer une reddition des comptes bien comprise. C'est pourquoi nos instances démocratiques doivent pouvoir définir nos priorités, et donner ainsi des mandats clairs à nos élu.e.s et à la permanence salariée pour être le mieux possible au service des décisions collectives. On pourrait aussi envisager une « instance intermédiaire » qui assurerait un suivi de la mise en oeuvre des mandats.

Il faut également se pencher sur les nombreux « comités ad hoc », établis au gré des besoins par le CCN pour assurer une série de tâches plus spécifiques. Outre leur transparence, il faut aussi repenser la façon dont sont choisies les personnes qui les composent (souvent par désignation ou cooptation⁴).

Le cas du comité électoral national de QS est particulièrement éclairant. Son rôle est capital pour un parti politique. Pourtant sa composition n'est jamais débattue, ne fait pas l'objet d'élection et n'est pas rendue publique. Ce comité ne comprend pas ou peu de membres en dehors de la région de Montréal. Soyons clairs: les qualités des personnes qui composent ce comité sont sans doute excellentes. Et nous comprenons qu'il y a des considérations tactiques à ne pas dévoiler sur la place publique à nos adversaires l'ensemble de notre plan électoral. Reste que nous aurions à gagner à mieux baliser démocratiquement sa mise sur pied, de même qu'à prendre part collectivement à l'élaboration des stratégies électorales.



4: La désignation consiste à choisir les membres d'un comité sans recours à un processus électif, par la seule autorité de la personne responsable. La cooptation consiste, pour les personnes membres d'une instance, à se désigner entre elles, ou à choisir parmi elles une personne pour les représenter à un autre niveau.

Repenser la démocratie interne : Nos propositions

- ☆ Discussion de la stratégie nationale, des campagnes politiques à mener (et leurs moyens), et des orientations budgétaires du parti, lors des Conseils nationaux. Élaboration d'analyses communes de la conjoncture.
- ☆ Augmenter les espaces de dialogue en dehors des instances nationales, entre les membres et entre les associations. L'information interne doit être fluide et permettre l'établissement de liens horizontaux entre les différentes régions tant sur les pratiques que sur les prises de position. Intégrer davantage les nouvelles technologies pour élargir la participation démocratique.
- ☆ Formation : que tous les membres, incluant le personnel de QS, reçoivent une formation sur le programme de Québec solidaire, que cette formation soit développée en collaboration avec la Commission politique.
- ☆ Comités « ad hoc » : que les membres soient informé.e.s de l'existence de ces comités (« ad hoc » parce que créés par le CCN au gré des besoins) et des membres qui les composent. Que l'élection des membres de ces comités soit la règle et non l'exception, en respectant la parité.
- ☆ Représentation hors Montréal obligatoire dans le CCN. Faciliter la participation des membres de l'extérieur de Montréal aux travaux de niveau national.
- ☆ Octroyer plus de ressources aux responsables du CCN et aux groupes militants. Outre la mobilisation, accorder des moyens à la formation aux membres, à la Commission politique et aux membres des commissions thématiques (personne salariée pour soutenir les responsables, les CT, les comités ou groupes de travail). Communication régulière aux membres sur les différents lieux et moyens de s'impliquer.
- ☆ Faire le bilan des nouvelles pratiques de démocratie participative pour donner plus de pouvoir aux citoyennes et citoyens face à leur députée ou député, afin que certaines mesures fassent partie des engagements des personnes candidates pour QS aux élections.
- ☆ Inclusion et participation : Dans une approche d'intersectionnalité, donner toute leur place aux personnes minorisées (femmes, personnes racisées, travailleurs et travailleuses) dans les postes de responsabilités du parti, dans les candidatures aux élections, dans le choix de porte-parole des militantes et des militants. Mettre en place des mécanismes pour favoriser la participation des personnes moins scolarisées.

Orienter collectivement l'aile parlementaire

Il y a une tendance lourde dans l'histoire: plus les partis politiques font élire de député.e.s, plus l'aile parlementaire tend à devenir autonome face au contrôle démocratique d'un parti. Et lorsqu'il s'agit de former un gouvernement, la centralisation parlementaire atteint son sommet. Pour des raisons « d'efficacité » (rapidité des décisions à prendre et des réactions aux événements), la « tête » du parti s'éloigne de sa base. Et ce faisant, elle devient plus perméable aux pressions des pouvoirs les mieux organisés dans la société.

Il ne s'agit pas ici d'un procès d'intention envers nos député.e.s, qui font dans l'ensemble un travail extraordinaire. Mais à l'inverse, il n'y a aucune raison de penser que ce problème ne se posera pas, alors qu'on l'observe si souvent ailleurs. Car il faut s'entendre sur le fait que la politique est beaucoup plus une question de rapport de forces qu'une question de vertu personnelle. C'est pourquoi nous devons collectivement nous pencher sur le rôle de l'aile parlementaire, et les balises démocratiques qui pourraient régir son fonctionnement. Voici un ensemble de questions qui pourraient orienter notre réflexion:

 Quels doivent être le degré d'arrimage et le degré d'autonomie de notre aile parlementaire face aux membres et à nos instances nationales?

 Quel doit être le rôle de notre aile parlementaire, selon l'évolution de sa taille (très minoritaire comme aujourd'hui, groupe officiel, opposition officielle). Faut-il favoriser une fonction tribunicienne (profiter de la tribune parlementaire pour faire passer des messages forts), ou se concentrer sur les microréformes que permet le jeu parlementaire actuel?

 Que peut faire l'aile parlementaire dans son rôle de relais des mouvements sociaux, des revendications populaires, et jusqu'où peut-elle aller?

 Qu'est-ce qu'impliquerait un gouvernement de coalition, ses problèmes et ses avantages? (Faire le bilan des expériences passées.)

 Comment renforcer les collaborations avec la Commission politique? Les efforts des dernières années, pour améliorer le rapport entre les chercheurs, l'aile parlementaire et la Commission politique, sont à saluer et pourraient s'amplifier en donnant à celle-ci des moyens de fonctionnement.

 Comment prioriser les interventions de nos PP face au tourbillon de nouvelles des médias de masse? (Une façon d'orienter démocratiquement notre aile parlementaire est de l'inscrire dans les campagnes politiques choisies collectivement par QS.)

 Comment assurer un lien, en pratique, entre l'aile parlementaire et le reste du parti, pour éviter un « cercle fermé » entre les personnes travaillant à l'Assemblée nationale?

 Comment renouveler les liens entre personnes élues et citoyen.ne.s, pour subordonner la démocratie représentative à la démocratie participative? Les efforts de Manon et de Gabriel, à cet égard, doivent être soulignés et analysés, pour voir comment les élargir⁵.

Tout ceci ne doit pas être vu comme une méfiance démesurée envers notre aile parlementaire. Plusieurs des remarques ci-dessus rencontrent d'ailleurs des préoccupations émises par des membres de notre équipe à l'Assemblée nationale, qui eux-mêmes se sentent parfois coupés du parti.

La démocratie de parti en période de « prise de pouvoir »

Enfin, il faut pouvoir contrer la centralisation parlementaire qui tend à devenir presque totale de former le gouvernement. Or, c'est à ce moment que les défis stratégiques deviennent d'une intensité politique sans précédent, et que les pressions



⁵ Ceci implique aussi de réfléchir aux avancées et limites de ce qu'on entend par démocratie participative.



de toutes parts fusent pour faire plier la volonté. C'est à ce moment que la démocratie interne d'un parti doit le plus pouvoir résister. C'est d'ailleurs la leçon de démocratie interne à laquelle nous avons fait référence dans le cas de Syriza.

Des mécanismes de convocation des instances démocratiques doivent être enchâssés dans les statuts. Néanmoins, le parti pris démocratique d'une direction politique au sommet demeure incontournable. Nous croyons donc que nous devons discuter au plus tôt de ces éventualités, au regard des expériences historiques passées.

Pour un parti populaire

En théorie, QS est le parti de l'inclusion. Mais cela se reflète-t-il bien dans nos structures? Un parti politique de l'émancipation ne peut se construire et se renforcer que s'il incarne dans ses structures la diversité de la population. En pratique, l'élargissement de notre parti peut aussi être vu comme un instrument de la construction du pouvoir populaire.

Mais pour cela, il faut penser en amont à la composition de notre parti. Si on laisse les choses aller sans effort concerté, il y a fort à parier que nous allons continuer à accueillir principalement des personnes plus éduquées que la moyenne, peu racisées, urbaines, masculines, actives dans le domaine des services et en particulier le service aux personnes. La composition sociologique de notre parti est donc un enjeu politique à traiter.

Ne pas se poser cette question sur la diversité de nos membres peut ainsi reproduire certaines inégalités qui traversent notre société. En ne prenant pas au sérieux ce qui peut limiter activement leur intégration et participation dans notre parti, cela va continuer à nous éloigner d'un enracinement plus profond au sein de la majorité populaire.

Faire toute la place aux groupes discriminés

Pour y arriver, il faut donner toute leur place aux membres des groupes dominés et des classes populaires (travailleurs.euses, femmes, membres de minorités racisées), dans nos débats internes, aux postes de responsabilités du parti, en passant par les candidatures aux élections et dans le

choix de nos porte-paroles. Il ne faut toutefois pas oublier les contraintes systémiques qui pèsent sur la participation de ces groupes dominés. De plus, c'est sans doute par l'enracinement de nos luttes au sein de ces couches sociales que nous parviendrons le mieux à ce que ces personnes voient QS comme leur véhicule de lutte et d'émancipation.

Signalons encore que malgré des efforts louables sur le front de la parité, la participation des femmes n'est pas encore toujours égale à celle des hommes. Cela témoigne du fait que la contrainte d'un travail mal payé et précaire, ainsi que les tâches domestiques reviennent encore trop majoritairement aux femmes. Qui plus est, la culture politique dominante favorise les hommes par rapport aux femmes quand vient le temps de s'impliquer de manière active politiquement. Mentionnons aussi la faible présence dans nos rangs de personnes racisées, de personnes dont le français n'est pas la langue maternelle, des autochtones et de personnes vivant avec un handicap.

L'expérience passée des caucus de femmes peut nous fournir une piste de réflexion. Autour de l'intersectionnalité, les procédures de discrimination positive peuvent aussi nous inspirer.

Il y a un large champ d'expériences à étudier et à enrichir sur ces sujets. Les modèles de consultation des membres avant les instances nationales du parti semblent adaptés à des personnes fortement scolarisées (ce qui est le cas de la majorité des membres de QS), mais pas forcément à la minorité moins scolarisée de nos membres, encore moins à la population générale. Ceci recrée sans doute les inégalités de participation dénoncées au sein de la démocratie représentative.

Enfin, comment également mieux intégrer la participation des membres à l'extérieur de Montréal? Car au-delà d'une relative représentativité dans nos grandes instances nationales, peut-on envisager d'occuper un poste au CCN, ou être salarié de QS, et vivre à Rimouski ou au Lac-Saint-Jean?



2.4 Éviter les pièges des médias de masse

Pour un parti politique qui veut diffuser son message et augmenter la portée de ses idées, des impératifs d'efficacité obligent à recourir à la communication et à passer par le canal des médias. L'espace médiatique nous impose du coup ses contraintes. Et cet espace structure une bonne partie de l'activité de Québec solidaire entre deux élections.

Il est possible de faire un travail médiatique tout en restant fidèle à nos positions, et nos porte-paroles l'ont amplement prouvé: les événements du Printemps érable, le travail de Françoise, Amir, Manon et maintenant Gabriel démontrent que nous sommes capables de défendre notre posture et de venir bousculer l'espace médiatique, de le polariser à gauche, de verbaliser d'autres discours, trop peu entendus dans cet espace-là.

Mais il ne faudrait pas oublier que la politique se joue dans un espace défini par les médias, pour la plupart aux mains de grands conglomérats médiatiques privés, avec un biais idéologique prononcé, et que ceux-ci s'en servent activement pour discréditer nos idées.

C'est pourquoi le rapport de QS aux médias ne peut pas se limiter à une stratégie d'intervention dans les médias de masse et les médias sociaux. Voici quelques pistes afin d'aller plus loin.

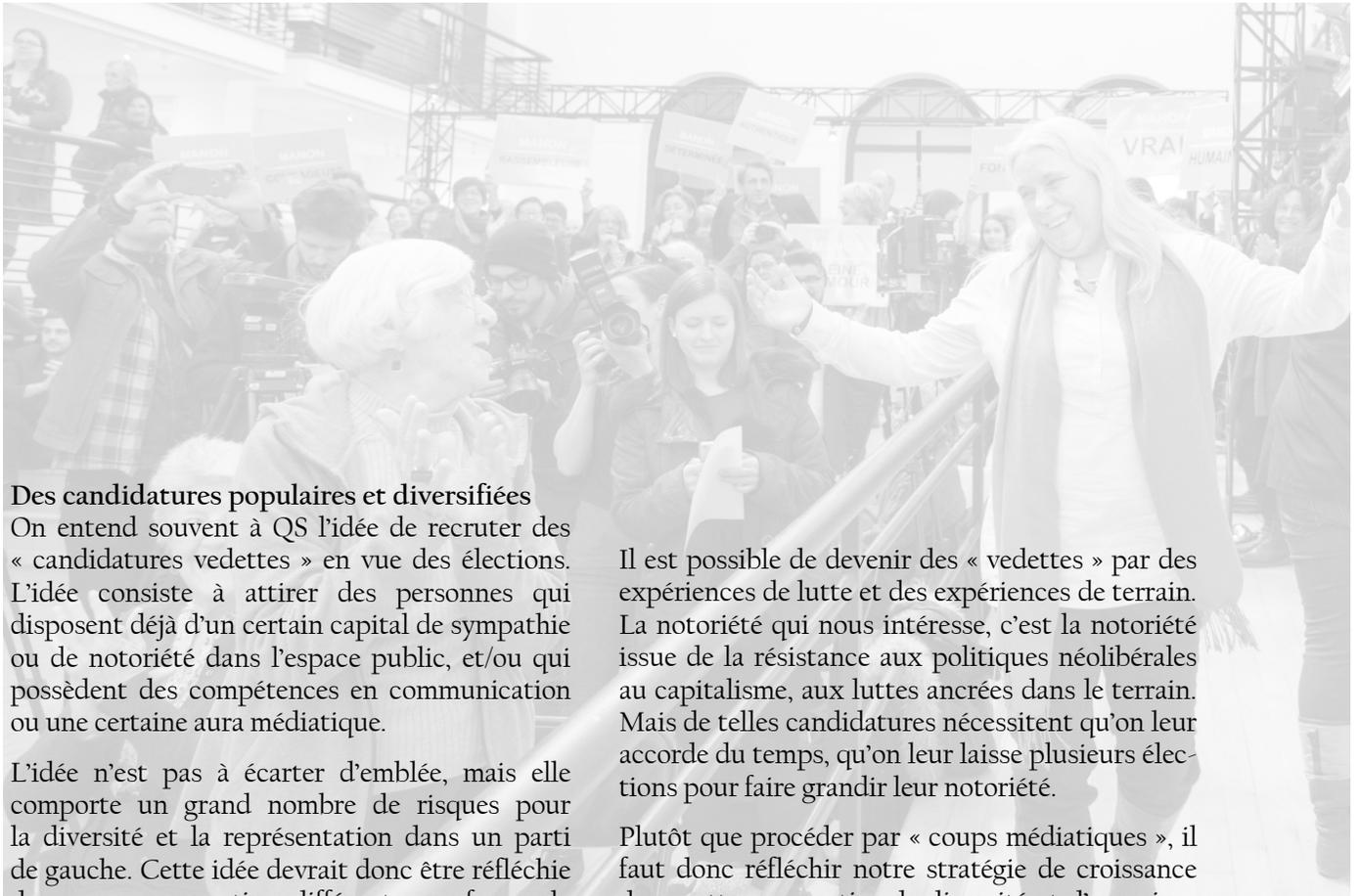
Former dix mille porte-paroles

Le travail médiatique peut faire oublier le rôle des militantes et des militants, le fait que chaque membre, chaque personne sympathisante, pourrait devenir un ou une porte-parole de QS dans son entourage immédiat, dans son milieu. La mise en œuvre de campagnes politiques est ce qui permet le mieux de mettre en action ce principe, en dynamisant notre base militante dans toutes les régions du Québec. Plus nous serons un parti-mouvement, plus nous serons à même de compléter le travail de nos porte-paroles officiels.

C'est pourquoi la formation de nos membres devrait être amplifiée. Chaque membre devrait se voir proposer des moyens rhétoriques de défendre le programme dans différentes circonstances, dans différents milieux, avec divers niveaux de langage.

C'est pourquoi un soutien organisationnel et financier accru doit être alloué à la personne responsable à la formation, tout en respectant le délicat équilibre entre formations sur le programme, nos campagnes politiques et l'organisation électorale.





Des candidatures populaires et diversifiées

On entend souvent à QS l'idée de recruter des « candidatures vedettes » en vue des élections. L'idée consiste à attirer des personnes qui disposent déjà d'un certain capital de sympathie ou de notoriété dans l'espace public, et/ou qui possèdent des compétences en communication ou une certaine aura médiatique.

L'idée n'est pas à écarter d'emblée, mais elle comporte un grand nombre de risques pour la diversité et la représentation dans un parti de gauche. Cette idée devrait donc être réfléchie dans une perspective différente: renforcer la diversité et la représentativité de nos candidatures et de notre députation, garantir leur redevabilité, assurer leur lien avec les luttes sociales.

Le problème du « vedettariat » n'est pas que certaines personnes se soient forgé une certaine notoriété médiatique. Ce capital de sympathie peut découler d'un engagement assidu et original dans des luttes sociales bien réelles. Le problème des « candidatures vedettes » survient si on subordonne le choix de notre future députation à des critères d'acceptabilité médiatique. On pensera ici en particulier aux contraintes qui pèsent sur les femmes, aux pressions sur leur corps et à leur supposée « moindre compétence ». Mais il y a bien d'autres dangers que nous pourrions détailler.

Québec solidaire doit chercher en priorité à faire émerger des candidatures sur le long terme, en créant une députation forte de son enracinement dans les luttes et dans la population. QS veut représenter toute la population : pas seulement en parlant au nom des autres, mais en faisant parler et participer toutes et tous ces « autres ». Il ne s'agit d'ailleurs pas que de l'Assemblée nationale: à bien des niveaux, en bien des endroits, on a besoin de personnes qui s'engagent et manifestent la diversité, la richesse de la population.

Il est possible de devenir des « vedettes » par des expériences de lutte et des expériences de terrain. La notoriété qui nous intéresse, c'est la notoriété issue de la résistance aux politiques néolibérales au capitalisme, aux luttes ancrées dans le terrain. Mais de telles candidatures nécessitent qu'on leur accorde du temps, qu'on leur laisse plusieurs élections pour faire grandir leur notoriété.

Plutôt que procéder par « coups médiatiques », il faut donc réfléchir notre stratégie de croissance dans cette perspective de diversité et d'enracinement. Autrement nous allons être victimes de notre propre croissance : la députation va s'éloigner des membres, qui auront pourtant milité longtemps pour bâtir le succès électoral du parti. Tout ceci n'interdit pas d'accueillir des personnes qui possèdent déjà une notoriété. Mais dans ce cas, assurons-nous de les intégrer, de les former à notre programme et à nos pratiques. Cela doit aussi faire partie de la redevabilité et de l'élargissement de notre parti.

Pour des médias de gauche

Il est étonnant de voir que les mouvements de gauche (partis politiques, syndicats, mouvements sociaux, groupes communautaires, etc.) envisagent à peu près toujours le déploiement de leur activité politique dans le cadre des médias actuels. En le regrettant, comme contraints et forcés, mais sans s'attarder très longtemps à la transformation nécessaire de ce paysage médiatique.

Il est vrai qu'une telle transformation n'a rien d'évident. Mais cette situation pose des difficultés particulières à un parti de gauche. Sans apporter ici de réponse définitive, nous voulons souligner la nécessité d'intégrer cette dimension à notre réflexion, et esquisser quelques pistes car on ne peut tout simplement pas se contenter du *statu quo*.



Quel soutien à des médias de gauche?

Au-delà de nos engagements programmatiques sur la démocratisation des médias, quel peut être le rôle d'un parti politique pour soutenir un paysage médiatique libre et diversifié? Pour QS, il s'agit de réfléchir au cadre d'émergence de ces médias; de voir aussi comment le parti peut soutenir et épauler les militantes et les militants qui s'engageraient dans cette voie, tout en garantissant l'autonomie des diverses initiatives.

Susciter l'émergence de médias de gauche, leur multiplication et leur pérennité est un chantier à part entière. Il y a eu de nombreuses tentatives (*Québec Presse, Rue Frontenac, Cmaq, Couac, Presse toi à gauche, radios communautaires, Ricochet* tout récemment...). Peu survivent longtemps; la plupart restent à petite échelle. Il faudrait donc

s'interroger sur les limites des efforts actuels, et voir comment aller plus loin. Notamment, d'où pourraient venir les fonds, les investissements? Quels pourraient être les alliés économiques de ces médias (et sans doute, plus largement, d'un parti, de mouvements et d'un gouvernement authentiquement de gauche) ou les instruments publics pour les soutenir?

Par ailleurs, QS doit prendre position sur le développement de pôle de médias publics, coopératifs, de la radio à la télévision / web. Il s'agit de viser des médias capables de financer sur le long terme une rédaction, des reportages et un travail d'investigation. Ceci n'enlève rien aux efforts à plus petite échelle. Mais il faut songer à un saut qualitatif.

Conclusion

La rupture démocratique

Gagner une majorité de personnes députées, former un gouvernement, c'est là un des objectifs de QS. Mais ce ne peut pas être le seul, car en même temps, comme parti de gauche nous aspirons à des changements structurels, nous continuons à vouloir changer le monde, travailler à la naissance d'un autre monde. Or pour y arriver, il faut se donner les moyens d'affronter les résistances et les pouvoirs de tous ordres.

C'est là peut-être l'originalité de la voie que nous défendons ici : ne pas minimiser la scène électorale – et par conséquent les espaces que nous réserve encore la démocratie représentative –, mais en même temps ne pas s'y cantonner ou s'y enfermer, en combinant étroitement à l'intervention électorale nécessaire un formidable travail de mobilisation des mouvements sociaux

et de la société civile du Québec. Et cela pour nous donner une meilleure prise sur les rapports de force sociopolitiques qui, aujourd'hui, définissent les espaces de liberté et marges de manœuvre de chacun dans la société du Québec.

En fait ce que nous nous employons à constituer et bâtir dans tous les espaces possibles de pouvoir, c'est un contre-pouvoir alternatif, « un pouvoir contre-hégémonique » susceptible de se faire reconnaître et s'imposer non seulement au parlement, mais aussi dans la société toute entière. Comme une force sociale et politique alternative que l'on peut faire croître progressivement et qui par sa puissance grandissante peut commencer à imposer de véritables ruptures avec les consensus néolibéraux.



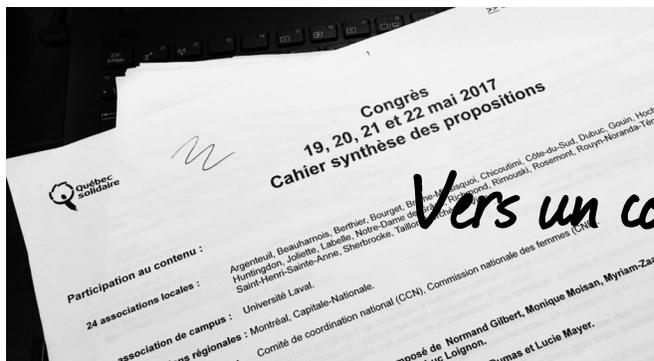
Cette force ne pourra s'imposer réellement au parlement et au gouvernement (en constituant par exemple un groupe de personnes députées QS majoritaire au parlement) qu'à la condition qu'elle puisse en même temps s'enraciner dans la société entière. Et ainsi contrebalancer le pouvoir hégémonique des grands groupes financiers et économiques qui aujourd'hui règnent, via le néolibéralisme, pratiquement sans partage.

En même temps, on veillera à l'interne, au sein même du parti, à renforcer partout où cela est possible des mécanismes de démocratie représentative et participative interne, des mécanismes de reddition des comptes. C'est le meilleur rempart afin que QS demeure bien ce projet de transformation sociale tel qu'élaboré collectivement. C'est aussi la seule manière de faire de QS

lui-même un parti inclusif, vivant, représentatif de toutes les couches de la société et reflet des aspirations de changement de la société entière.

C'est ce qu'on pourrait appeler la voie de « la rupture démocratique ». Car il n'y aura pas de changements de fond, de changements structurels, sans des ruptures, c'est-à-dire sans des changements de cap importants, des remises en cause radicales des modèles de propriété, de production, de consommation et de développement qui sont les nôtres aujourd'hui.

Mais en même temps, il s'agit de ruptures démocratiques. C'est-à-dire des ruptures qui sont le fait de larges majorités dans la population et qui correspondent à des mouvements de fond de la société entière.



Vers un congrès d'orientation après les élections de 2018 ?

Ce que nous avons cherché à faire ici, c'est de rappeler quelques éléments de fond, qui dans le cadre de la conjoncture de QS, nous semblent incontournables; en tout état de cause, objets d'une indispensable et urgente réflexion collective.

Or, dans le contexte préélectoral qui s'annonce, nous savons que l'espace politique pour mener une telle réflexion en profondeur au sein des instances politiques de notre parti va demeurer limité. Élaboration de la plate-forme, mise sur pied de nos comités électoraux, formation à nos argumentaires, tout cela prend un temps exigeant pour nous préparer aux élections de 2018 et espérer faire des percées importantes. C'est pourquoi nous croyons qu'il serait sage de mettre à l'ordre du jour de notre parti un

congrès d'orientation après les prochaines élections. Celui-ci pourrait s'inspirer des constats et questions du comité ad hoc sur la « vie démocratique interne » en mai 2016, et qui devaient mener à une vaste consultation. Dans le contexte d'un mauvais « timing » où nos instances étaient déjà trop occupées, cela n'a pas abouti.

Néanmoins, plusieurs des questions soulevées par ce comité recourent les préoccupations développées ici, et méritent qu'on leur apporte une réponse, collectivement. Jumelé à un cycle de formations sur les expériences d'autres partis de gauche dans le monde, récentes et passées, et celles des gauches au pouvoir, cela pourrait déboucher sur d'importantes réflexions et propositions pour orienter le développement de notre parti.



Nous joindre:

@ reseauecosocialiste@gmail.com

www ecosocialisme.ca

f <https://www.facebook.com/groups/reseauecosocialistes/>

RÉSEAU
ÉCOSOCIALISTE

